



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté de communes de MONTESQUIEU

1 Allée Jean Rostand
33650 Martillac

Références : 2026-305
Code AIOT : 0005211952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/12/2025 dans l'établissement Communauté de communes de MONTESQUIEU implanté ZA DE L'ARNAHURT 33650 La Brède. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été mise à profit pour procéder au récolement des non-conformités restantes de l'inspection du 14/05/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes de MONTESQUIEU
- ZA DE L'ARNAHURT 33650 La Brède

- Code AIOT : 0005211952
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de communes de Montesquieu exploite à La Brède une déchèterie autorisée pour particuliers, professionnels et collectivités. Le fonctionnement de ce site a été acté au bénéfice de l'antériorité par courrier préfectoral du 16 février 2015 pour les rubriques 2710-1 sous le régime de la déclaration et 2710-2 sous le régime de l'enregistrement.

Depuis le 01/10/2025, la gestion des déchetteries de la CDC de Montesquieu a été déléguée à VEOLIA en lieu et place de COVED avant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétention des stockages	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4 (annexe I)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19 et 25	/	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Lettre du 16/02/2015	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente encore plusieurs points de non-conformités (rétention, rejets aqueux, couverture des déchets dangereux), qu'il convient de résorber durant l'année 2026. Une nouvelle visite sur site sera programmée en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Lettre du 16/02/2015
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Rubrique 2710-1 (déchets dangereux) - Niveau d'activité maximale susceptible d'être présente < 5,09 t -> régime déclaration Rubrique 2710-2 (déchets non dangereux) - volume maximal susceptible d'être présent 393 m ³ -> régime enregistrement
Constats : Le jour de la visite la quantité de déchets dangereux et non-dangereux n'a pu être évaluée précisément mais elle était largement inférieure à la quantité maximale autorisée par le courrier préfectoral du 16/02/2015 actant le bénéfice de l'antériorité, à savoir inférieure à 5,09 t pour les déchets dangereux et 393 m ³ pour les déchets non dangereux. Lors de l'inspection 2024, il avait été évoqué la possibilité de vouloir augmenter la quantité stockée. Lors de l'inspection 2025, l'exploitant a indiqué ne pas souhaiter cette augmentation et se suffire des quantités maximales autorisées. Les déchets dangereux étaient entreposés en extérieur, sans abri. Ce point de non-conformité est détaillé en fiche de constat n° 4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Constats :

Les travaux de mise en place de rétentions sur le site, initialement prévus pour fin 2024 ont pris du retard et ont été reportés à début 2026. Des devis ont été présentés en séance. Les travaux sont planifiés. Au regard de cette re-planification et des justificatifs apportés, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure et procèdera à une vérification sur le terrain à l'issue du délai de 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

1/ transmet les justificatifs permettant d'attester que les travaux de mise en conformité des rétentions du site ont été réalisés et répondent aux exigences des arrêtés ministériels de prescriptions générales des rubriques 2710-1 et 2710-2,

2/ dans l'attente de cette mise en conformité, met en place une surveillance renforcée des installations pour détecter toute source d'ignition ou départ de feu.

L'inspection des installations classées viendra constater l'effectivité de la mise en conformité courant 2026. Si la mise en conformité n'est pas satisfaisante, une mise en demeure sera proposée à monsieur le préfet de Gironde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la pollution rejetée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 (MES, DCO, DBO5, indice phénols (0,3 mg/l), chrome hexavalent (0,1 mg/l), cyanures totaux (0,1 mg/l), AOX (5 mg/l), arsenic (0,1 mg/l), hydrocarbures totaux (10 mg/l), métaux totaux (15 mg/l)) est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection du 14/05/2024, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter des résultats d'analyses des rejets aqueux de son site ni pour l'année en cours ni pour les années précédentes, alors que la surveillance des rejets est requise annuellement.

Lors de l'inspection de 2025, l'exploitant a présenté un rapport établi par SEREA sur la base de mesures faites en janvier 2025 soit il y a moins d'un an (rapport n° SER24658/NS-B-1). Sur 19 paramètres analysés, les résultats révèlent des non-conformités (dépassement des valeurs seuils) sur 7 paramètres : les hydrocarbures (C10-C40), le zinc, le manganèse, le fer, l'aluminium, la DCO et les MES. S'agissant des 1ères mesures réalisées sur ce site, aucune comparaison n'a pu être faite.

L'exploitant n'a pas identifié à ce stade les raisons de ces dépassements et n'a mis en place aucune action corrective. Il s'est interrogé sur le mode et le lieu de prélèvement car aucun agent de la CDC Montesquieu (ou de COVED) n'était présent le jour des prélèvements. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est responsable des données d'entrée qu'il fournit à la fois au préleveur et au prestataire en charge des analyses en laboratoire, et qu'il doit s'assurer de la conformité des prélèvements.

Le marché venant d'être attribué à VEOLIA depuis le 01/10/2025 et ce dernier étant présent le jour de l'inspection, il s'est engagé à surveiller ce point et à réaliser une analyse détaillée des rapports d'analyse qui seront transmis. Par ailleurs, VEOLIA précise qu'il a d'ores et déjà prévu pour début 2026 un hydrocurage des réseaux et un nettoyage du séparateur à hydrocarbures. Ces 2 actions devraient déjà permettre d'améliorer la qualité des rejets.

Au regard du court délai jusqu'à cette période, il est décidé en séance d'attendre les mesures de début 2026 pour d'une part valider ou invalider ces valeurs, et d'autre part pour définir un plan d'actions de résorption des non-conformités persistantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

1/ réalise au 1er trimestre 2026 la campagne de surveillance des rejets aqueux 2026 et transmet le rapport d'analyse ; si des non-conformités sont constatées, il l'accompagne d'un plan d'actions avec échéancier ;

2/ transmet un justificatif attestant de l'hydrocurage des réseaux ;
3/ transmet un justificatif attestant de la maintenance du séparateur à hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4 (annexe I)
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des huiles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des inspections de 2023 et 2024, les contenants (GRV) d'huiles minérales étaient entreposés en extérieur sans abri et sans rétention.</p> <p>Afin de les protéger des intempéries et dans l'attente de la construction du local de déchets ménagers spéciaux (DMS), l'exploitant avait mis en place une tonnelle : des photos ont été transmises en ce sens à l'inspection des installations classées par courriel du 05/02/2025 pour justificatif. Cette tonnelle a été dérobée courant 2025 et n'a pas fait l'objet d'un remplacement en raison des travaux qui ont débuté sur cette zone d'entreposage des DMS. En effet, les fondations de la future construction métallique étaient visibles le jour de l'inspection et les platines étaient pré-scellées. La construction des parois et de la toiture du local est planifiée du 05 au 16/01/2026. Ces travaux ont perturbé la ré-installation d'un abri provisoire.</p> <p>En échangeant avec l'exploitant, l'inspection des installations classées s'est rendue compte que le local commandé ne répondait pas pleinement aux exigences attendues : en effet, ses caractéristiques n'assurent pas une pleine rétention du local, les parois ne sont pas coupe-feu et le local ne dispose pas de détection incendie. Une modification de la commande du local doit être immédiatement faite et des mesures compensatoires mises en place.</p> <p>L'exploitant indique avoir installé début décembre 2025 une vidéosurveillance sur le site qui fonctionnera 24h/24. Dans l'attente de l'accord de la préfecture pour exploiter les images, l'exploitant la mettra en service dès réception. Le report se fera au service informatique avec des</p>

notifications. Cet outil viendra en complément de la surveillance terrain.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Sous 1 mois</u>, l'exploitant prend contact avec le fournisseur pour lui faire part de la modification du cahier des charges du futur local pour l'adapter aux exigences attendues.</p> <p>Si cette modification de la commande vient à retarder les travaux, alors l'exploitant met en place <u>immédiatement</u> des mesures compensatoires pour assurer une maîtrise des risques d'incendie et de pollution, et a minima en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installant un abri provisoire sur les déchets le nécessitant (notamment les huiles minérales ou synthétiques), - mettant en place une surveillance de ces déchets pour détecter tout départ de feu ou perte de confinement d'un contenant; cette surveillance doit être réalisée périodiquement et tracée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a recensé 4 extincteurs sur site, tous contrôlés le 26/08/2025 (vu étiquettes du contrôleur). Or, le rapport de contrôle associé (rapport SOPRO du 26/08/2025) ne fait état que de 3 extincteurs.</p> <p>Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'un nouveau contrôle réalisé le 19/12/2025 par DUPORT et dans lequel les 4 extincteurs apparaissent bien et sont mentionnés en bon état.</p>

L'inspection a toutefois relevé lors de la visite terrain que les extincteurs étaient tous placés à même le sol, sans protection contre les éventuels chocs, parfois sans identification et sans accessibilité (matériel devant).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant rend les extincteurs bien visibles et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19 et 25
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Vérification périodique et maintenance des équipements. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le certificat Q18 (rapport APAVE n° A513784973-002-1 du 06/11/2025) conclut sur une installation électrique qui ne peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. En parallèle, le rapport de vérification du même jour fait état de 2 observations, par ailleurs récurrentes, relatives au bornier aval du disjoncteur général qui présente des non-conformités. Ces 2 points doivent être corrigés par l'exploitant avant le prochain contrôle des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un justificatif attestant de la mise en place d'actions correctives permettant de lever les 2 observations relevées dans le rapport de contrôle du 06/11/2025.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois